

Arrêté n° 124 CM du 24 août 2004 relatif à l'informatisation de la gestion du dépistage des cancers gynécologiques

(NOR : DSP0401625AC)

Paru in extenso au journal officiel n°36 N du 02/09/2004 à la page 2845

Version en vigueur au 20/07/2021

Le Président de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre de la qualité de la vie, de la santé et de la solidarité,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 1 PR du 16 juin 2004 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
Vu la délibération n° 2003-173 APF du 6 novembre 2003 instituant un dépistage gratuit des cancers gynécologiques ;
Vu l'avis favorable de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 29 juillet 2004 ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 août 2004

Arrête :

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 1291 CM du 13 juillet 2021*

Il est créé, à l'institut du cancer de la Polynésie française (structure de gestion du dépistage des cancers gynécologiques), un traitement automatisé d'informations nominatives dont l'objet est :

- de gérer le dépistage des cancers gynécologiques (cancer du sein et cancer du col de l'utérus) en Polynésie française ;
- d'obtenir le taux de participation le plus élevé possible de la population cible ;
- d'assurer le suivi des femmes concernées par ce dépistage ;
- d'évaluer les résultats et de fournir les données statistiques du dépistage ;
- de communiquer au registre du cancer de Polynésie française, les cas de cancer du sein et de cancer du col de l'utérus répertoriés dans le cadre du dépistage.

Le traitement est assuré par les logiciels qui remplissent les conditions de sécurité conformes aux règles de l'art.

Art. 2

Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes : le nom patronymique, le nom marital, les prénoms, la date de naissance, le numéro de D.N., l'adresse géographique, l'adresse postale, les données de santé relatives au dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus.

Elles sont conservées pendant la durée du dépistage.

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 1291 CM du 13 juillet 2021*

Les destinataires de ces informations sont :

- les bénéficiaires concernées ;
- les professionnels de santé acteurs du dépistage ;
- la Caisse de prévoyance sociale ;
- le registre du cancer de Polynésie française ;
- le personnel habilité de l'institut du cancer de la Polynésie française chargé de la gestion du dépistage des cancers gynécologiques.

Une convention entre la Caisse de prévoyance sociale et la Polynésie française, pour le compte de l'institut du cancer de la Polynésie française, définit les conditions et modalités d'échange et de sécurité ainsi que les habilitations, dans le respect de la législation relative à l'informatique et aux libertés.

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 1291 CM du 13 juillet 2021*

Les droits des personnes concernées sur leurs données personnelles s'exercent auprès de la structure de l'institut du cancer de la Polynésie française chargée de la gestion du dépistage des cancers gynécologiques, dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Art. 5

Le ministre de la qualité de la vie, de la santé, et de la solidarité est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 août 2004.

Par le Président de la Polynésie française :
Oscar Manutahi TEMARU.

Le ministre de la qualité de la vie,
de la santé et de la solidarité,
Marie-Laure VANIZETTE

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 124 CM du 24 août 2004](#), JOPF n° 36 N du 02/09/2004 à la page 2845
- [Arrêté n° 1455 CM du 18 septembre 2020](#), JOPF n° 77 N du 25/09/2020 à la page 13197
- [Arrêté n° 1291 CM du 13 juillet 2021](#), JOPF n° 58 N du 20/07/2021 à la page 15605